

# L'AMI DE LA RELIGION

ET

## DE LA PATRIE.

### JOURNAL ECCLESIASTIQUE, POLITIQUE ET COMMERCIAL.

12s. 6a. ANNÉE.

"Le trône chancelle quand l'honneur, la religion et la bonne foi ne l'environnent pas."

ANNÉE. 12s. 6a.

BUREAU DE REDACTION, Rue Ste. Famille, No. 14.

QUEBEC, VENDREDI MATIN, 23 NOVEMBRE, 1849.

BUREAU DE REDACTION, Rue Ste. Famille, No. 14.

#### FRANCE.

#### ASSEMBLÉE NATIONALE.

Présidence de M. DUPIN, aîné.

Séance du 19 octobre.

#### Discussion sur les affaires de Rome.

(Suite.)

Suite du discours de M. de Montalembert.

**M. de Montalembert.**—Mais dès que l'ennemi s'est retiré, l'opposition est rentrée par la porte. Et qu'a-t-elle fait depuis qu'elle est rentrée car c'est elle qui a la majorité ? Elle rend le gouvernement impossible en Piémont, de l'aveu de tout le monde, de l'aveu des amis sincères et dévoués de la liberté italienne, de la liberté constitutionnelle en Italie. Elle répond par des bravades aux Autrichiens qui sont loin, et au Gouvernement qui est sous sa main, elle rend le pouvoir impossible. Elle complique les difficultés, crée mille embarras, et rend insupportable le fardeau du gouvernement aux hommes généreux et dévoués qui en sont chargés, à la dignité nationale et patriotique, qui est la seule garantie de l'indépendance de ce pays. (Approbation à droite.)

Voilà les conséquences que donne la pratique du seul gouvernement constitutionnel d'Italie. Voilà les encouragements qu'il donne à Pie IX. J'oublie même que ces hommes d'Etat sont occupés depuis quelque temps à tourner, à vexer les évêques et l'Église même, en Piémont. (Exclamations et rires ironiques à gauche.)

Voulez-vous que Pie IX, le chef des évêques ne s'inquiète pas de la manière dont ils sont traités par la Chambre piémontaise ? Croyez-vous qu'il n'a pas fait tout sur toutes ces choses ? Croyez-vous que ce soit un encouragement pour lui que de voir la manière dont l'Assemblée législative et parlementaire du Piémont traite et dirige les affaires ecclésiastiques de ce pays, à sa porte ? Croyez-vous que ce soit un argument en faveur du gouvernement constitutionnel à Rome ?

Et cependant ces Piémontais n'ont pas osé à un gouvernement ecclésiastique ; le Gouvernement est dans les mains des évêques, des hommes, à ce qu'on prétend, les plus indépendants, les plus éclairés et les plus libéraux de l'Italie actuelle. Eh bien, si leur restait, je le répète, le Gouvernement impossible ; ils font douter, les amis de la liberté italienne, de la possibilité d'avoir une Chambre parlementaire dans ce pays. (Très bien ?)

Mais il y a une autre expérience ; c'est celle qu'a faite Pie IX lui-même.

Est-ce qu'il n'a pas donné à son pays, comme je le disais tout à l'heure, toutes les libertés qu'on réclame, et plus encore ? Il a donné la liberté de la presse ; il a donné la garde civique. Il a donné les deux Chambres, le Statut constitutionnel. Eh bien, quel en a été le résultat pour lui ?

La presse l'a renversé moralement avant qu'il ne fût renversé de fait. La garde civique l'a assiégré dans son palais du Quirinal. Les deux Chambres sont restées muettes et impassibles quand son ministre a été assassiné ; et c'est le chef du parti constitutionnel de ce temps-là, Mamiani, qui s'est constitué le successeur du ministre assassiné et le géolier du Saint-Père.

Voilà l'expérience qu'a faite le Pape du gouvernement constitutionnel. (Rumeurs à gauche.—Approbation à droite.)

Les uns disent que le Pape a changé ; les autres diraient volontiers qu'il s'est trompé. Je ne crois ni l'un ni l'autre. Non, Pie IX n'a ni changé, ni erré ; il ne s'est ni trompé, ni transformé.

Il ne s'est pas trompé en essayant de donner la liberté à son pays et à l'Italie ; quand il a invité, non pas comme on l'a dit, l'Église à se réconcilier avec la liberté... l'Église réconciliée, elle ne se réconcilie pas, elle n'a besoin de se réconcilier avec personne...

Mais, quand il a invité la liberté moderne à se réconcilier avec l'Église, trop longtemps méconnue par elle. Si l'on avait pas fait ce grand essai, ce titre grand et noble éprouve, et cela avec une franchise et une bonne foi incomparables, on aurait pu douter de la grandeur de son âme ; on aurait pu croire, quelques esprits

étroits auraient pu le croire, que l'autorité pontificale repoussait systématiquement le progrès, la civilisation, la liberté. Mais maintenant, après l'épreuve qu'il a faite, il est hors de doute que si la liberté n'a pas pris racine à Rome, ce n'est pas la faute de Pie IX, c'est la faute de ceux à qui il a donné cette liberté. (Vive approbation à droite.)

Il ne s'est donc pas trompé non plus en entreprenant cette noble et grande œuvre qui l'immortalisera, et dont, pour mon compte, je le féliciterai toujours.

Il ne doit pas avoir changé non plus ; je suis convaincu qu'il n'est nullement disposé à sacrifier la cause de la liberté du bien, au culte de la force ; mais il a vu, il s'est éclairé, il a eu les yeux ouverts, il a profité de la leçon que Dieu lui a donnée par les événements, et il serait inexcusable de ne pas en profiter.

Eh, du reste, s'il avait changé, ce que je ne crois pas, est-ce qu'il serait par hasard le seul qui ait changé en Europe, en France et partout ailleurs ?

On a parlé hier de l'apostasie du grand parti libéral. Eh bien ! Messieurs, que s'est-il passé en effet dans le monde depuis quelques années ? Croyez-vous qu'en effet les hommes de sens, de cœur, de conscience, y aiment, y adorent la liberté, ou croient en elle, croient à la marche ascendante du genre humain, au progrès indéfini de la civilisation et des institutions, comme ils le faisaient il y a deux ou trois ans ? (Mouvement en sens divers.) Croyez-vous qu'en France, en Europe, partout, les consciences, les cœurs, les intelligences les plus hardies n'aient pas été ébranlés ? croyez-vous qu'une lumière sanglante ne s'est pas levée dans bien des intelligences et bien des consciences ? (Nouvelle approbation à droite.)

Et si vous doutez de notre compétence, de notre impartialité, à nous, hommes politiques, nous parlementaires usés et dégoûtés par les fatigues de la vie politique, eh bien ! alors je vous dirai : Allez sonder les profondeurs des nations, allez auprès de n'importe quel foyer modeste interroger des patriotes obscurs, mais généreux et intelligents : allez demander aux hommes qui ne se sont jamais mêlés aux affaires, qui ont toujours restés loin du bruit, de l'agitation, des dégoûts de la vie politique ; frappez à la porte de leur cœur, sondez leur conscience, et demandez leur s'ils aiment le progrès et la liberté du même amour qu'ils l'aimaient autrefois ; ou bien si, en l'aimant toujours, ils y croient avec la même confiance ? Vous n'en trouverez pas un sur cent, pas un sur mille. (Vive et longue approbation à droite.—Murmures et dénégations à gauche.)

Ah ! cela est triste, c'est une triste vérité ; je conçois la douleur qu'elle vous inspire, elle m'en inspire aussi à moi ; mais c'est une vérité, et je défie de la nier. Faites cette recherche que je vous indique : allez sonder les cœurs, vous n'en trouverez pas un sur cent, pas un sur mille parmi les libéraux d'autrefois qui aient la même foi, la même ardeur qu'ils avaient il y a deux ou trois ans. (C'est vrai ! c'est vrai ! —Non ! non !) Mais hier vous l'avez dit ; l'un de vos orateurs que nous avons écouté avec le silence du respect, et ce n'est pas celui de la sympathie, l'un de vos orateurs l'a dit lui-même hier à cette tribune ; il l'a signalé, il l'a défini, il a qualifié cela d'apostasie du grand parti libéral ; je tâche de venir vous expliquer ce phénomène, et vous m'interrompez, et vous regardez cela comme une injure.

J'ai bien plus à vous dire, je dis que ce phénomène est universel, et je vais maintenant en donner la raison : pourquoi ce changement ? Parce que le nom et le drapeau de la liberté ont été usurpés par d'impurs et d'incorrigibles démagogues qui l'ont souillée et qui s'en sont servi pour faire triompher le crime. (Violente exclamation à gauche.—Vive approbation à droite.)

Pourquoi donc, Messieurs (l'orateur se tourne vers la gauche), voulez-vous prendre ce que je dis pour vous ? (Rires à droite.) Pourquoi ne voulez-vous pas m'écouter ? Laissez-moi donc faire ici de l'histoire.

Je dis que partout d'impurs et incorrigibles démagogues ont souillé la cause de la

liberté... (Nouvelles interruptions à gauche.)

Un membre à gauche.—Ce sont les Jésuites qui l'ont salie. (Exclamations et rires à droite.)

M. de Montalembert.—Je dis que partout, au pied du Capitole comme à la barrière Fontainebleau, dans les faubourgs de Francfort comme sur le pont de Pesth, partout le poignard démocratique a été indignement uni au drapeau de la liberté. (Vives réclamations à gauche.—Nouvelle approbation à droite.)

M. le Président.—Laissez donc la liberté de parler contre l'assassinat !

M. V. Lefranc.—A-t-on parlé de ceux de la Hongrie ?

M. Chartras.—Et les gibets monarchiques !

M. de Montalembert.—J'entends une interruption que je saisis au passage. On m'objecte les gibets monarchiques. Croyez-vous que j'ai deux poids et deux mesures ? Jamais je ne les ai eus. C'est moi qui ai flétri autrefois les massacres de Gullicie à la Chambre des Pairs. Je ne m'en repens pas, et je ne retrancherai rien.

Vous m'objectez les supplices de la Hongrie, les supplices du comte Rátayani et autres. Je n'hésite pas à déclarer ici que si les faits que les journaux rapportent sont vrais, que s'il n'y a pas d'autres motifs pour ces exécutions que ceux publiés...

A gauche.—Ah ! ah ! vous en doutez ?

A droite.—Laissez donc parler !

M. de Montalembert.—S'il est ainsi, je révoque ces exécutions ; je les révoque, je les déteste ; mais j'ajoute qu'après tout ce sont des représailles provoquées par le meurtre du comte Zichy, le général Latour... (Exclamations ironiques à gauche.)

Vois à gauche.—C'est là de la charité chrétienne !

M. Frichon.—Ce n'est guère catholique !

M. Wolowski.—On déshonore par des représailles pareilles !

M. de Montalembert.—Je poursuis, et je dis que ce sont les forlains, les assassins, les crimes commis par tous au nom de la liberté, qui ont glacé et désolé les cœurs les plus dévoués à sa cause.

Savez-vous ce qui éteint dans les cœurs la flamme rayonnante et féconde de la liberté ? Ce n'est pas la main des tyrans. Voyez la Pologne ! Depuis trois siècles de siècles, est-ce que cette flamme de la liberté n'y brûle pas inextinguible sous une triple oppression ? Savez-vous ce qui l'éteint ? Ce sont eux, eux ! ces démagogues dont je parlais tout à l'heure, ces anarchistes (vives et longue approbation à droite ;—réclamations à gauche), ces hommes qui déclarent partout une guerre impie et implacable à la nature humaine, aux bases éternelles de la vérité, du droit et de la justice sociale. Voilà les hommes qui qui éteignent l'amour de la liberté. (Nouvelle approbation.)

Voyez, je vous en conjure, ce qui se passait en Europe il y a trois ans. La liberté étendait partout graduellement son empire ; les rois venaient tous, tour à tour, en regimant, je veux bien... (on rit) ; mais ils venaient tous, tour à tour, déposer, en quelque sorte, leur couronne aux pieds de la liberté, lui demandant un sacre nouveau une investiture nouvelle ; le Pape lui-même, le symbole vivant de l'autorité, l'incarnation du pouvoir le plus auguste et le plus ancien... (Rires ironiques à l'extrême gauche.)

M. le Président.—Je dois constater, à la charge de qui il appartiendra, qu'on n'a pas pu attaquer l'assassinat, la démagogie et l'anarchie sans exciter des réclamations, et qu'on ne peut pas rendre hommage à ce qui est respectable, sans exciter les rires et la dérision. (Vifs applaudissements sur tous les bancs de la droite.—Rumeurs à l'extrême gauche.)

Vous blessez tous les sentiments publics. (Nouveaux applaudissements.)

M. de Montalembert.—Pie IX lui-même, le symbole le plus auguste et le plus ancien de l'autorité sur la terre, avait cru pouvoir demander la liberté, et la démocratie, au progrès, à l'esprit moderne, un rayon de plus pour sa tiare. Eh bien ! que s'est-il passé ? Vous avez arrêté tout cela, vous avez tout bouleversé, tout détruit ; vous avez arrêté détourné tout ce torrent admirable qui nous inspirait, à nous

vieux libéraux, comme vous dites, tant de confiance et d'admiration. Ce courant s'est perdu. Vous avez détrôné quelques rois, c'est vrai, mais vous avez détrôné bien plus sûrement la liberté. (Applaudissement à droite.)

Un membre à gauche.—Nous avons la première manche, vous avez la seconde : nous verrons qui aura la belle.

M. le Président.—Ce sont là des expressions d'estaminet dont on devait bien s'abstenir.

M. de Montalembert.—Les rois sont remontés sur leurs trônes, la liberté n'est pas remontée sur le sien. Elle n'est pas remontée sur le trône qu'elle avait dans nos cœurs. Oh ! je sais bien que vous écrivez son nom partout, dans toutes les lois, sur tous les murs, sur toutes les corniches. (L'orateur montre la voûte de la salle.—Longue approbation et hilarité à droite.) Mais dans les cœurs, son nom s'est effacé. Oui, la belle, la fière, la sainte, la pure et noble liberté que nous avons tant aimée, tant chérie, tant servie... (violents murmures à gauche), oui servie, ayant vous, plus que vous, mieux que vous (nouvelles rumeurs) ; cette liberté là elle n'est pas morte, j'espère, mais elle est éteinte, évanouie, versée, étouffée, (nouvelles rumeurs à gauche) entre ce que l'un de vous a été appeler la souveraineté du but, c'est à dire la souveraineté du mal, et de l'autre, ce retour forcé vers l'exagération de l'autorité, dont vous avez fait un besoin pour la nature humaine, pour la société et pour le genre humain, effrayé de vos excès. (attaques d'approbation et longs applaudissements sur les bancs de la majorité.)

Eh bien ce même mouvement que je signais, que vous signalez, que vous reconnaissez vous-même dans le monde politique, ce mouvement s'est produit dans l'Église et dans ce monde catholique dont vous désertez aujourd'hui les destinées. Oui ! quand Pie IX est monté sur le trône et quand, voyant devant lui la liberté, la démocratie moderne, il a marché droit à elle et lui a dit : Vous êtes ma fille et je suis votre père. (Rires ironiques à gauche.)

M. le Président, c'est le comble de l'indécence !

Vois : nombreux à droite.—Très bien ! très bien !—Attendez le silence !

M. de Montalembert.—Ce jour-là il s'est manifesté immédiatement deux opinions dans l'Église catholique. Les uns, c'était la minorité, les gens prudents, un peu peureux, un peu diplomates, les gens expérimentés, âgés, les sages, disaient volontiers : Mais le Pape entre, rend la peut-être quelque chose de bien risqué, de bien dangereux, qui tournera mal pour lui. Les autres, et c'était la grande majorité, et j'en étais, moi, messieurs ; oui, moi, mes amis, ce qu'on appelait alors le parti catholique, nous avons salué avec passion, avec enthousiasme, ce mouvement du Pape, Eh bien ! nous sommes obligés de le dire, nous avons regu un effroyable démenti. L'épreuve a tourné non pas contre nous, non contre Pie IX, mais contre la liberté. (Bravos nombreux à droite.) C'est pour cela que je voudrais tenir ici, devant moi tous ces démagogues, tous ces perturbateurs dont je parlais tout à l'heure, et je voudrais leur dire une bonne fois la vérité, et la voici. (Vive approbation à droite.—Rumeurs à gauche.)

A droite.—Très bien ! très bien !—Parlez ! parlez !

M. de Montalembert.—La voici, cette vérité. Si je pouvais m'adresser à tous ensemble, je leur dirais : Savez-vous quel est devant le monde le plus grand de tous vos crimes ? ce n'est pas seulement le sang innocent que vous avez versé, quoiqu'il crie vengeance au Ciel contre vous ; ce n'est pas seulement d'avoir semé à pleines mains la ruine dans l'Europe entière, quoique ce soit le plus formidable argument contre vos doctrines. (Acclamation à droite.—Très bien ! très bien !) C'est d'avoir en quelque sorte désorienté le monde ?

C'est d'avoir compromis, ou ébranlé, ou anéanti dans tous les cœurs honnêtes cette noble croyance ! c'est d'avoir refoulé vers sa source le torrent des destinées humaines. (Applaudissements prolongés sur les bancs de la majorité.)

Je demande mille pardons à l'Assemblée

de la retenir encore à une heure si avancée

A droite.—Parlez ! parlez ! M. de Montalembert.—J'aime à croire que Pie IX n'accepte pas la déplorable alternative que je signalais tout à l'heure ; j'aime à croire, et même je suis convaincu qu'il reconnaît qu'il y a un milieu à garder entre cette souveraineté du mal que la fausse liberté réclame et le retour exagéré et absolu vers le despotisme. Mais au moins vous tous, amis sincères et fidèles de cette pauvre liberté dont je vous peignais tout à l'heure les douleurs et les catastrophes, aidez-le dans sa tâche, ne le découragez pas, ne l'embarrassez pas, ne compliquez pas sa situation déjà si difficile et si douloureuse ; prêtez-lui le concours de vos sympathies et de vos respects, et aidez-le à trouver dans la sainteté de sa conscience et dans la pureté de ses intentions ce milieu que nous désirons, nous tous qui croyons encore, malgré tout, à la liberté. (Vifs applaudissements à droite.)

Mais enfin, supposons, et c'est par là que je devrais terminer, vous m'êtes témoins que si je vous ai fatigué trop longtemps à la tribune...

A droite.—Non ! non ! Parlez !

M. de Montalembert.—Vous savez que nous interrupteurs ont occupé au moins la moitié du temps que je vous ai pris. (Rire approbatif à droite.)

Maintenant, je ne puis pas cependant descendre de la tribune sans examiner une supposition menaçante. Je suppose que je me trompe, que M. Tiers se trompe, que la commission se trompe, que le Pape se trompe, que tout le monde se trompe, excepté Messieurs de l'opposition, et une certaine portion que je ne sais comment appeler : de la plume ou de l'ancien parti modéré, dont M. Victor Hugo s'est fait l'orateur. (Réclamations violentes sur les bancs que veut désigner l'orateur.) Nous avons tort ; je suppose que nous avons tous tort de trouver que le Pape accorde assez par son *Motu proprio* ; il faut donc exiger plus, il faut, comme l'a dit M. Victor Hugo, le contraindre à faire plus. Voyons donc comment vous vous y prendrez, vous, pour le contraindre ; car, avant tout, il ne faut pas rester, comme on l'a fait jusqu'à présent, dans le vague ; il faut voir où l'on va, où l'on marche. Je suis convaincu que personne ici ne veut, à l'heure qu'il est, user de violence. Quant au Gouvernement, le langage intelligent et généreux qu'a tenu hier M. le ministre des affaires étrangères, ne me permet pas de proposer un instant qu'il veuille jamais avoir recours à la contrainte, à la violence. Je suis même convaincu que j'en serais, ni dans la majorité, ni même dans la minorité à la cette pensée, quant à présent. Ne me demandez pas, je vous en supplie. (Interruption.)

Une voix à gauche.—Ah ! comme c'est gentilhomme !

M. de Montalembert.—Je dis que personne ici, ni d'un côté ni de l'autre, ne veut, de propos délibéré, employer contre le Saint-Père une violence quelconque. (A gauche : Non !) Nous sommes donc d'accord.

Eh bien, maintenant, puisque vous ne voulez pas employer cette violence, puisqu'il n'entre dans l'esprit de personne, sans exception, de renouveler contre Pie IX des attentats qui ont été commis contre Boniface VIII et d'autres papes, évitez d'entrer dans la voie qui peut conduire, qui peut aboutir à cette violence dont vous désavouez d'avance la pensée.

Mais laissez-moi vous le demander :

Croyez-vous que les hommes qui ont été conduits à porter la main sur le Saint-Siège, sur les Souverains-Pontifes eux-mêmes, sont entrés avec cette pensée dans leurs luttes contre le Saint-Siège ? Croyez-vous qu'ils se sont dit tout d'abord : Je ferai le Pape prisonnier ou je lui forcerai la main par tous les moyens que peut fournir la violence ou la contrainte ? Je suis convaincu qu'il n'en est rien ; mais ils y ont été conduits comme vous y seriez conduits vous mêmes si vous entriez dans cette voie, par le dépit, par l'impatience, par la menace maladroitement faite, qui manque son effet, et à laquelle un détestable amour-propre force de rester fidèle ; voilà comme on aboutit à la contrainte et à la violence. (Sensation.)

Napoléon lui-même quand il a fait Pie VII prisonnier, croyez-vous qu'en com-